

Un terrain d'histoire culturelle : la Tunisie

Ce texte reproduit l'exposé que Kmar BENDANA a prononcé pour la soutenance de son habilitation à diriger des recherches, le 10 juin 2002, à la Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis, sous le titre : *Histoire culturelle et histoire des intellectuels en Tunisie aux XIX^e et XX^e siècles*.

L'auteur y passe en revue l'ensemble de ses travaux à la lumière des nouvelles hypothèses de travail qui se profilent à ce stade. Elle dégage la construction d'une représentation de la culture nationale tunisienne. Deux chantiers peu fréquentés par les historiens tunisiens : l'imprimerie, l'édition et la question linguistique donnent des clés pour mieux comprendre l'édification, les constituants et les paradoxes de cette culture, particulièrement à travers les revues.

En tenant compte des problèmes de définition des intellectuels, l'auteur met en évidence la diversité des profils qui composent cette catégorie mal distinguée de celle d'élite, marquée par la période coloniale. Les notions de réseaux, de générations et les rapports des intellectuels au savoir sont des approches qui permettent d'ouvrir de nouvelles perspectives pour la périodisation et l'histoire sociale des intellectuels en Tunisie.

Kmar BENDANA

Kmar BENDANA est historienne, chercheur depuis 1982 à l'Institut Supérieur d'Histoire du Mouvement national (Université de La Manouba) et chercheur associée à l'IRMC depuis 1993.

Membre du Comité de rédaction de la revue *Ibla*, elle participe à la réalisation du bulletin scientifique *Watha'iq* (24 numéros parus depuis 1984).

Depuis mars 2000, elle anime, avec Habib Belaïd, un séminaire annuel à l'ISHMN sur le thème «*Usages d'archive et questions d'histoire*».

J'ai rassemblé mes travaux sous le titre *Histoire culturelle et histoire des intellectuels en Tunisie aux XIX^e et XX^e siècles*. Le point focal sur lequel il me paraît nécessaire d'insister en introduction est que mes recherches sont "tunisocentrées". La Tunisie, ce créneau "naturel" (je n'ose pas dire "naturellement culturel") est aussi un terrain d'observation en ceci qu'elle constitue un cadre dans lequel s'exerce et se vérifie une construction nationale. De là découlent un ensemble de propositions qui clarifient mes orientations de base.

L'existence de la Tunisie comme entité politique, aujourd'hui incontestable, n'empêche pas de se demander comment ce processus s'inscrit dans le temps long et dans un contexte culturel plus large. Ce parti pris méthodologique me permet de préciser d'où je parle. Tout comme il m'aide à outrepasser deux défis : le premier, impossible à relever, est celui de l'exhaustivité ; le second, plus abordable, consiste à dévoiler l'angle souvent mort que représente la Tunisie dans des études "généralistes", ou dans celles qui sont consacrées au monde arabe et musulman.

Deuxième proposition méthodologique pour essayer de définir cet espace national à partir d'un principe de cohérence plus large : partir des relations mobiles que des acteurs sociaux tissent entre eux pour découvrir les opérations complexes qui rendent possible l'existence de cette entité collective et sa durabilité. Dans cette perspective, la Tunisie n'est pas considérée comme une totalité abstraite

ou un système exclusif mais bien comme un corps social et politique pluriel, éclaté et en mouvement. Corps dont la singularité réside, précisément, dans les multiples formes d'expression qui l'énoncent et qu'il s'agit de déceler, ce qui remet nécessairement en cause un certain nombre de postulats sur ses propriétés.

Enfin, dernière balise méthodologique : tout projet historien tente d'embrasser les phénomènes, à la fois, dans la longue durée (ce qui pose toujours des problèmes de temporalité) et dans la ponctualité de l'événement qu'on choisit d'isoler. Si je ne suis pas arrivée à résoudre cette tension entre la longue durée et le factuel, je reste préoccupée par la manière dont les historiens conçoivent les périodisations. Dans cette perspective, j'ai entrepris quelques travaux sur les modalités de la périodisation qui régissent les études de l'histoire du mouvement national et le découpage "histoire contemporaine" qu'elle induit dans l'enseignement et la recherche historiques en Tunisie¹. Tout juste ai-je appris à lire les acquis historiographiques à travers le prisme de cette clé fondamentale, souvent enfouie dans les problématiques.

Il m'appartient de justifier l'intitulé sous lequel j'ai groupé mes recherches. Je le ferai en deux temps qui épousent l'articulation de cet intitulé. Dans une première partie, je m'attacherai à clarifier l'expression et le projet d'histoire culturelle que je soutiens, compte tenu des autres manières de faire cette histoire et de ses acquis pour le terrain tunisien. En partant de la question linguistique, question dont je pense de plus en plus qu'elle est centrale, j'essaierai de montrer comment le statut de la langue et ses usages imprègnent l'histoire culturelle de la Tunisie contemporaine.

Dans une deuxième partie, je reviendrai sur les questions que soulèvent l'appellation et la condition d'intellectuel en Tunisie. En présentant les approches que j'ai expérimentées, je tâcherai de dégager quelques-uns des résultats auxquels je suis parvenue, entre autres ceux qui mettent en évidence la pluralité et le croisement des cheminements intellectuels que j'ai observés.

Pour finir, je m'arrêterai sur le "et" du titre de mon rapport d'habilitation, conjonction de coordination qui suggère de considérer la Tunisie à la fois comme construction culturelle et comme objet scientifique. Dans le cadre

du savoir qui s'intéresse à la Tunisie, j'ai choisi de m'attaquer au savoir historique. Pour une historienne, l'histoire de l'histoire s'impose un jour ou l'autre. Mais j'ai aussi découvert que l'historiographie, à la confluence de l'histoire culturelle et de l'histoire intellectuelle, ouvre sur une posture enrichissante, celle du temps présent, c'est-à-dire l'histoire en train de s'écrire.

I/ À PROPOS DE L'HISTOIRE CULTURELLE

Fait majeur des XIX^e et XX^e siècles, l'histoire de la Tunisie est marquée par la colonisation.

À ce titre, je suis entrée dans l'histoire culturelle à travers la notion d'acculturation, "terme [qui], selon Nathan Wachtel, désigne(r) tous les phénomènes d'interaction qui résultent du contact de deux cultures... Mais quels phénomènes ? Quels contacts ? Quelles cultures ?"².

Selon cette notion, des hommes, des groupes et des institutions, agents et vecteurs de ce que l'on appelle "la modernité", auraient intégré les apports extérieurs qui ont enrichi et transformé la "culture tunisienne" (entendue comme entité préexistante). Cette optique "d'intermédiaires culturels" ou de "passeurs" qui continue à me faire de l'usage, ne diminue pas toutefois une interrogation de fond : la culture tunisienne est-elle un contenu ou un contenant ? Est-ce ce que la Tunisie a acquis et capitalisé, comme ensemble de représentations, de conceptions et de manières de vivre, de penser et de créer ? Ou est-ce plutôt une configuration qui fait, distingue, identifie une entité collective ?

Culture tunisienne/culture nationale

J'ai exprimé ce trouble devant la catégorie faussement tranquille de "culture tunisienne", à plusieurs reprises. Tout d'abord, en me demandant comment les revues francophones publiées à Tunis pendant la Deuxième Guerre mondiale faisaient partie du paysage culturel tunisien, à une époque où la culture française³ essayait de se faire hégémonique. Ensuite, en essayant de montrer comment la revue *Ibla* rendait compte de la culture tunisienne⁴. Enfin, en cherchant, après d'autres, à comprendre ce que recouvrait l'expression "cinéma tunisien", avant et après l'indépendance⁵... Une identité établie de la culture tunisienne m'apparaissait d'autant plus problématique que j'ai appris, chemin faisant, qu'on peut difficilement se résoudre à

choisir l'une ou l'autre des deux directions définissant la culture : la culture, au sens large de vision du monde, et la culture, au sens strict d'activité créatrice de l'esprit, ne peuvent en effet ni s'exclure ni s'opposer.

L'usage du mot culture qui s'est avéré le moins entaché de risque de polysémie, est celui qui définit une construction dans l'action sociale ou politique, une référence dont on se sert pour renforcer une position politique, justifier d'un projet. Cette acception de la culture nationale m'a amenée à me demander ce qu'est la culture dite nationale en Tunisie. Elle serait née au cours du XIX^e siècle, siècle de multiplication des nationalités et du triomphe du nationalisme. Mais la colonisation est aussi à inscrire dans ce vaste mouvement d'affirmation des nationalités et du nationalisme. Les pays colonisés et la Tunisie en particulier se constitueront en nations d'autant plus volontiers que ce sont des nations qui les ont occupés.

D'autres avant moi ont étudié le rôle des journaux dans la genèse du nationalisme tunisien⁶. Archives administrati-

ves françaises et journaux offrent un terrain d'observation comparée très suggestif sur les différents usages et pouvoirs de l'écrit. En revisitant la crise d'avril 1922 par exemple, j'ai vu à quel point l'imprimé a été la matrice et le moteur de diffusion d'une culture politique en Tunisie depuis la fin du XIX^e siècle⁷. J'ai ainsi pu apprécier l'étroussure des liens entre nationalisme et culture écrite à travers plusieurs supports (articles de journaux, télégrammes, pétitions...). Après l'imprimé, viendront la radio puis la télévision... Face à l'histoire culturelle, on ne peut se contenter d'une histoire des idées. Il s'agit d'englober l'histoire matérielle de la culture et d'étudier les supports, les techniques de production et de diffusion autant que les contenus.

L'article sur les revues pendant la Deuxième Guerre mondiale avait attiré mon attention sur les difficultés d'approvisionnement en temps de guerre. S'intéresser à la culture imprimée et à son histoire, c'est certes considérer le contexte idéologique et politique qui suscite cette culture, la nourrit et l'enracine dans le social, sans toutefois oublier les conditions et la vie matérielle de l'imprimé : c'est à dire, l'état des techniques, la disponibilité du papier, la composition du réseau de fabrication, le tableau des moyens de diffusion...

L'histoire de l'imprimerie et de l'édition

L'histoire de l'imprimerie et de l'édition était alors peu fréquentée en Tunisie malgré quelques îlots d'enquêtes⁸. À la croisée de la bibliographie et de l'histoire, cette piste de recherche, comme celle des revues, m'a attirée parce qu'elle me semblait pouvoir concilier l'histoire des formes et des contenus, celle des supports et des codes. En outre, elle m'a semblé propice à comprendre une notion comme celle de "réseau", notamment quand j'ai constaté le rôle des libraires dans la sociabilité et la diffusion de la culture nationaliste depuis les années 1920 et jusqu'à l'indépendance⁹.

Enfin, cette histoire de l'imprimé permet de donner une pertinence à la conception de décalage temporel par comparaison avec l'Europe, où l'imprimé s'est généralisé depuis le XVIII^e siècle : une enquête sur la naissance de la figure double de l'éditeur et de l'imprimeur, entre 1850 et 1950 m'a fait prendre conscience, que la culture du manuscrit perdure jusqu'au XX^e siècle en Tunisie. L'existence des copistes, la consommation des calendriers lithographiés, la circulation des copies de manuscrits, la mise en forme des premières éditions d'ouvrages à Tunis... restent des pratiques vivantes malgré l'introduction de l'imprimerie depuis le milieu du siècle précédent¹⁰.

La diffusion de l'imprimé conjuguée avec l'alphabétisation ont changé le "statut symbolique et la portée sociale de l'écrit"¹¹, en intégrant les codes "traditionnels" de la communication et de la culture, en l'occurrence ceux du manuscrit. D'abord introduite par le haut et instrumentalisée par l'État beylical au XIX^e siècle, l'imprimerie a incarné l'idée d'une modernité technologique investie comme modernité politique. Dans cette phase, le rôle des minorités culturelles a été déterminant dans l'implantation de cette "technologie" alors nouvelle. En s'acclimatant, elle donnera naissance au cours du XX^e siècle, à des profils d'éditeurs, dont deux me semblent caractériser l'évolution culturelle de la Tunisie contemporaine : Zine El Abidine Senoussi, un éditeur "à la française" et Moncef Mestiri, un imprimeur-journaliste plus proche du "modèle américain".

L'imprimé périodique bénéficiant d'un certain capital bibliographique¹², j'ai poussé vers un sous-genre relative-

ment moins connu : celui des revues savantes. En même temps que je précisais les contours et les spécificités de ce matériau (notamment par rapport aux journaux, magazines, bulletins...), je découvrais un observatoire de la vie culturelle, qui m'aidait à sortir de l'opposition plate entre modèle dominant et faits de résistance et d'aborder la question linguistique, dont la centralité n'a pas cessé de s'imposer à mes yeux.

*Le nœud de la langue*¹³

La césure actuelle entre l'arabe et le français est un produit historique. Ni parfaite, ni figée, elle conditionne des traits fondamentaux de la vie intellectuelle. Culturellement centrale et politiquement motrice, elle demeure, en tant que telle, fort peu étudiée par les historiens.

Ayant d'abord engagé des travaux sur la production intellectuelle en langue française, et bifurqué vers le corpus des revues en langue française, je me suis rapidement trouvée devant la nécessité d'aller voir du côté des revues en langue arabe, pour rendre compte des passerelles et des fils de transmission qui relient ces deux "camps" dont l'opposition d'ordre idéologique recouvrait aussi des questions de filières de formation¹⁴. J'ai alors pu observer que les revues en langues arabe et française se parlent, s'influencent, se lisent mutuellement. Sans nier la concurrence ou les conflits idéologiques, il s'agit de ne pas entériner cette césure si on veut reconstituer la trame et la dynamique d'ensemble de la vie culturelle tunisienne. La mettre en perspective permet de déceler les canaux de transmission et les vecteurs de passage qui portent les influences et contacts et forment le tissu de la vie intellectuelle.

La langue est un objet de recherche vivace en Tunisie et la linguistique, une discipline qui se porte bien, si l'on en juge par le nombre des équipes, projets, publications et revues¹⁵ : linguistique dite "théorique", applications sur l'arabe dialectal et littéraire, la lexicologie politique, les parlars professionnels, des femmes ou des villes, le bilinguisme..., autant de recherches vivaces mais cloisonnées. Ce cantonnement disciplinaire se conjugue avec une autre division plus vécue qu'étudiée : celle qui sépare, parmi les chercheurs en sciences sociales les arabophones des francophones. De nos jours, l'hégémonie de la langue française qui a sévi pendant la période coloniale dessine davantage une ligne de démarcation qu'un objet d'étude chez les historiens. Un compagnonnage entre linguistes, sociolinguistes, anthropologues, sociologues, historiens me semble de plus en plus nécessaire. Et c'est le sens de ma participation active au projet conjoint EHESS/IRMC : *Enquête historique sur les usages linguistiques au Maghreb*¹⁶.

S'il est normal que les linguistes s'intéressent à la langue, l'historienne voudrait poser les questions suivantes : comment est né et fonctionne le bilinguisme en Tunisie ? Que dit-il sur la vie intellectuelle, moins divisée qu'on ne le croit à première vue ? Comment en est-on arrivé, après la pluralité des langues qui régnait en Tunisie au XIX^e siècle à un face à face entre l'arabe et le français ? Selon une opération politique propre à l'État-Nation, la France avait promu sa langue en Europe ; à la faveur de la colonisation, elle l'imposera aussi en Tunisie. Et cela à travers l'alphabétisation, les historiens de l'enseignement l'ont montré. Ainsi, la palette linguistique tunisienne devait se simplifier entre le XIX^e et le XX^e siècles, surtout les langues de l'écrit : au nombre de quatre dans les années 1940 (français, arabe, italien et hébreu¹⁷), il n'en reste que deux à se partager l'espace de l'écrit : le français et l'arabe, dont le rapport de forces traduit l'évolution politique.

La société tunisienne d'aujourd'hui vit une double tension linguistique. La première se rapportant au dialectal est apparemment muette ; elle est instaurée par le modèle d'une langue exclusivement nationale, érigée par le pouvoir de l'écrit et les orientations de l'enseignement. La deuxième, plus exacerbée, prend des allures de conflit face à la langue française. Et cette lutte fait suite au duel instauré par la politique coloniale — avec les mêmes moyens, l'écrit et l'enseignement — qui a infligé à la langue arabe un ostracisme de fait, pendant le protectorat.

Bilinguisme, duel, binarité... Dans la vie courante et dans mes recherches, j'observe que la bipolarité n'est pas aussi tranchée. A commencer à l'intérieur du bilinguisme, en somme insuffisamment étudié et dont on gagnerait à affiner les variantes. Et puis, comment oublier l'oral ? La diglossie est loin d'être un phénomène mineur dans la dynamique culturelle tunisienne, dans la culture politique ou dans la création littéraire, théâtrale, audio-visuelle... Pensons au rôle de la radio dans la diffusion de la culture nationaliste et souvenons-nous du pouvoir exaltateur des discours de Bourguiba en arabe dialectal.

Un itinéraire comme celui de Kaddour Ben Nitram¹⁸, ce Français de Tunisie qui a étudié et mis en scène les sabirs tunisois de la première moitié du XX^e siècle, montre que les "sabirs" gâchent la tranquillité du couple arabe/français, prouvant, une fois de plus, que cette binarité n'est ni étanche, ni univoque, ni éternelle. Davantage que le dialectal, ce parler marginal était dévalorisé, juste bon à faire rire. Brouillant les frontières, sabirs et dialectes se rejoignent dans la même question de savoir ce qu'est la "culture tunisienne". Les sabirs en font-ils partie ? Quel est le statut de ces parlars marginaux pour l'historien de la Tunisie contemporaine ? Quelles en sont les traces et quelles sont les conditions de leur disparition progressive ? Ont-ils vraiment disparu¹⁹ ?

L'identité culturelle tunisienne passe actuellement par l'arabe littéraire érigé en langue nationale. Cela suffit-il à expliquer que l'arabe dialectal - objet d'étude chez les linguistes, mais non enseigné en tant que tel et qui n'est pas une langue d'enseignement - ne soit pas du tout considéré par les historiens ?

La vague de la patrimonialisation et la vogue du tout culturel qui nous immergent n'ont pas affronté ce paradoxe.

Si je me suis attardée sur la question de la langue, c'est que l'expression "le nœud de la langue" me semble très suggestive et centrale en ce qui concerne l'histoire culturelle de la Tunisie. Elle l'est notamment, pour les intellectuels, parce qu'ils disent et énoncent la culture.

II/ À PROPOS DE L'HISTOIRE DES INTELLECTUELS EN TUNISIE AUX XIX^e ET XX^e SIÈCLES

Mon projet, au départ, était de faire l'histoire sociale des intellectuels en Tunisie, un groupe qui est le produit et parfois le moteur de la culture, qui exprime la dynamique culturelle sans toutefois la représenter dans toutes ses formes. Pour ce faire, j'ai dû prendre quelques chemins de traverse.

En commençant par un état des lieux de l'histoire des intellectuels en Tunisie, je me suis d'abord heurtée aux problèmes inévitables de définition.

"Intellectuel" (terme typiquement français né à la fin du XIX^e siècle à la suite de l'affaire Dreyfus et introduit par la nomenclature socio-professionnelle de l'INSEE en 1946) a donné naissance à celui de *muthaqqaf*, venu remplacer les

anciennes catégories de *adib*, *'âlim*, *faqih*,... Traduction et raccourci sémantique ne rendent pas compte des réalités socio-culturelles que ce nouveau terme peut recouvrir ou occulter. Pour délimiter ce que le mot et la chose désignent en Tunisie tout au long des XIX^e et XX^e siècles, j'ai expérimenté tour à tour plusieurs approches, notamment pour suivre l'évolution des profils, leur multiplication et parfois la naissance de figures ou métiers inédits.

Tout en utilisant et en réfléchissant sur les typologies établies, j'ai essayé de dégager quelques paramètres qui permettent d'élargir les catégories usitées et de suivre l'évolution sociale qu'ils sous-tendent.

Diversifier les profils d'intellectuels

À relire l'ensemble des travaux qui font référence aux intellectuels, le lecteur est amené à conclure qu'ils se divisent au XIX^e siècle en trois groupes de profils définis d'après les cursus et itinéraires de formation qui existent en Tunisie : les lettrés issus d'une formation religieuse (qui passent par les écoles coraniques puis la mosquée, notamment la Zitouna) ; les premières recrues (élites d'officiers) de l'École du Bardo (parmi lesquels il y aura les premiers réformateurs, ministres et conseillers "éclairés") ; les bénéficiaires de l'enseignement d'abord privé puis public, qui se disséminent à partir de 1840 environ dans Tunis et quelques autres villes de la Régence²⁰.

Or, d'autres foyers de formation ont innervé la vie intellectuelle en Tunisie à cette époque. Des diplomates, des enseignants, des administrateurs, des médecins, des ingénieurs ont exercé en Tunisie, fréquenté les intellectuels appartenant aux trois groupes évoqués plus haut, notamment ceux d'entre eux qui lisaient et voyageaient. Ces intellectuels "étrangers" et de passage souvent, ont laissé des traces de toutes sortes comme des correspondances, une littérature politique ou scientifique... et, à ce titre, joué un rôle dans le processus de diffusion des idées et des formes intellectuelles. C'est dans la perspective d'élargir cette première typologie et pour mettre en évidence la notion de réseau — si essentielle dans l'histoire des intellectuels — que je me suis intéressée au diplomate et archéologue Tissot. En reconstituant la biographie de ce spécialiste de l'épigraphie romaine, j'ai vu fonctionner un réseau intellectuel et scientifique méditerranéen, réseau dont on verra plus tard le prolongement lorsque l'archéologie deviendra une science légitime, à l'époque du protectorat puis après l'indépendance²¹.

Les "catégories" comme celle des interprètes et traducteurs, ces médiateurs de l'ombre dont le nombre, le rôle et le statut se développent au cours du XX^e siècle²², élargissent le panorama intellectuel à de nouvelles professions qui marquent l'évolution sociale, politique et culturelle de la Tunisie contemporaine. L'éventail de ces passeurs s'enrichit pour faire apparaître des figures dont l'empreinte, pour être discrète et diluée, n'en est pas moins génératrice de changements culturels durables.

La diversification des profils passe aussi par une reconsidération du pôle zaytounien, souvent qualifié de sclérosé et opposé au pôle "moderniste". En effet, même s'ils ne connaissent pas la même dynamique, ni la même évolution, les deux pôles (*Zaytouna-Khaldouniyya* / enseignement franco-arabe symbolisé par le collège Sadiki) se transforment.

Qu'est-ce qui change entre le XIX^e siècle et le XX^e siècle ? L'enseignement "moderne" se développe mais l'enseignement zaytounien, tout en perdant l'exclusivité, reste un foyer majoritaire de formation des élites. Ces élites du savoir, de l'enseignement, du droit sont détentrices de

certaines fonctions de conduite des affaires publiques (juges, juristes, notaires, etc.)

Cet enseignement qualifié de désuet parce que séculaire, bouge par petites poussées réformatrices sans connaître toutefois un bouleversement spectaculaire. On peut comptabiliser plus d'une dizaine de mouvements de réformes entre 1842 et 1955 : la politique administrative intègre par "bouffées" les revendications les plus "acceptables" (ou les moins irréfutables), comme les nominations des recteurs, les appellations et la hiérarchie des diplômes, les contenus des programmes. Ces rebondissements périodiques, indices d'une volonté "interne" de changer, apportent leur lot de transformations au sein de cette institution vétuste puis dans le système éducatif général²³.

De fait, les profils d'intellectuels sortant de la *Zaytouna* évoluent, car ils s'adaptent y compris dans les fonctions dites "traditionnelles", comme celles de notaires par exemple, ou bien quand il s'est agi pour les "*mudarris*" de s'intégrer dans l'enseignement public sécularisé et unifié après l'indépendance.

Ce qui me semble caractériser l'histoire des intellectuels en Tunisie tout au long de ce siècle et demi environ, c'est la coexistence étroite entre ces deux pôles, plus mêlés que ce que l'on en dit. Des prosopographies systématiques et des analyses fines d'itinéraires mettraient certainement en évidence des enchevêtrements d'idées, des confrontations entre les idéologies, mais aussi des partages intellectuels entre "conservateurs" et "progressistes". Les effets de mixage sont particulièrement visibles au sein d'une nouvelle profession qui naît et se développe au cours de ces deux derniers siècles, celle de journaliste. Moncef Mestiri, zaytounien, imprimeur, fondateur et éditorialiste du journal *al-Irada* (1934-1952) puis *al-Istiqlal* (1955-1960) illustre un des alliages que la "condition" de journaliste a produit en Tunisie, à la croisée de l'enseignement religieux classique et de la diffusion d'une culture politique contemporaine.

Pourtant l'histoire des intellectuels se confond toujours, en Tunisie, avec celle des élites, sans toutefois que l'on dispose d'une histoire sociale assez développée pour les distinguer au milieu de ce vaste groupe social.

Car au-delà des filières de formation, se propagent des habitudes de pensée, se diffusent de nouvelles pratiques culturelles. Aussi bien la vogue du music-hall dans le milieu artistique, comme la culture du pamphlet politique ou de la caricature illustrée se propagent dans les journaux et les revues. Cela me semble aussi important à étudier que les analyses de la pensée (qui n'accordent pas une place suffisante à l'enracinement social et politique) ou que le classement des intellectuels en fonction de leurs divers engagements et actions politiques.

Mesurer et situer l'engagement intellectuel

L'influence de la question très contemporaine du statut des intellectuels dans la cité innerve toutes les tentatives de faire leur histoire. Pour traiter du cas tunisien, il n'est pas question, bien entendu, de nier la dimension traumatique de la colonisation ni la nature de l'engagement des intellectuels qu'elle a déterminé. Certains ont connu un destin politique très marqué, allant du militantisme nationaliste jusqu'au "collaborationnisme" assumé. D'autres ont été plus effacés vis-à-vis de la question coloniale. Cela fait partie de l'histoire des intellectuels de distinguer la nature et l'intensité de leur engagement politique. Pour ce qui concerne celui des intellectuels de Tunisie aux XIX^e et XX^e siècles, on sait qu'une grande part de leur production a

été conditionnée par cet engagement. Mais cela ne suffit pas à les connaître.

Deux études, l'une sur André Demeerseman²⁴, un prêtre catholique ayant vécu en Tunisie, l'autre sur Abdelaziz Thaâlbi²⁵, un cheikh zaytounien "inachevé", devenu le père du nationalisme tunisien me paraissent complémentaires. Elles racontent deux vies d'intellectuels du XX^e siècle tunisien sans en épuiser les mystères. J'ai écrit ces biographies, après celles de Kaddour Ben Nitram et Tissot, par souci d'expérimenter une approche qualitative qui devait me permettre de comprendre un aspect de la vie collective, à travers des destins individuels différents. Ces travaux biographiques m'ont aidée à dépasser une vision plate des relations entre savoir et pouvoir, entre vie intellectuelle et engagement politique. L'analyse de la vie culturelle tunisienne à l'époque contemporaine, a souvent tendance à insister sur les tensions idéologiques, et le positionnement politique immédiat. Les portraits de Demeerseman et Thaâlbi m'ont donné à voir les liens intellectuels souterrains entre ces représentants de deux mondes apparemment séparés et politiquement éloignés.

Plus récemment, j'ai essayé de montrer comment *al-Majalla al-Zaytûniyya*, revue savante publiée par un groupe de l'*establishment* religieux reconduit une sociabilité intellectuelle classique, adaptée au mode périodique et perfusée de nouveaux thèmes, ouverte au dialogue avec le savoir non théologique, y compris celui des orientalistes²⁶. La longévité de cette revue qui a duré une vingtaine d'années (1936-1955, avec plusieurs interruptions dont la plus longue se situe entre 1947 et 1952) ne s'explique pas seulement par l'appui officiel et matériel dont elle a bénéficié. Désengagée du combat politique direct, elle était porteuse des revendications culturelles et pédagogiques, forme d'expression et mode de sociabilité corporatiste, qui font penser aux objectifs de revues comme l'égyptienne *Nûr al-Islam*²⁷, l'algérienne *al-Chihâb*²⁸, la syrienne *al-Manâr*²⁹... dont l'audience en Tunisie est manifeste.

Réseaux, générations, périodisation

Pour l'histoire des intellectuels en Tunisie, je me trouve encore à expérimenter plusieurs types d'approches. Celles de réseau et de génération notamment m'ont ouvert des perspectives tout en me donnant l'occasion de tester la validité et la portée des périodisations qu'elles sous-entendent.

Au vu de certains de mes résultats d'enquête, l'analyse en termes de réseaux me semble pour le moment plus féconde que celle de génération, difficile à mettre en œuvre, sauf dans une optique quasi-démographique ou laquelles j'avoue avoir cédé, sans grande conviction³⁰. On sait, par les travaux de Jean-François Sirinelli³¹ notamment, le gain que cette approche a pu procurer pour l'histoire récente des intellectuels en France. Son application au terrain tunisien manque d'un élément fondamental : la détermination d'un moment fondateur et la notion me semble pour le moment glissante car elle englutit l'analyse dans une périodisation faussement renouvelée qui confond et mêle classes d'âge politique, types de formation, appartenances idéologiques.

À la recherche de "groupes concrets", foyers de l'expression générationnelle³², j'ai trouvé dans les revues un lieu pour apprécier la place du moment colonial comme fondateur d'une génération intellectuelle. La parenté qui relie la revue *al-Mabâhih*³³ avec *al-Fikr*³⁴, constitue une piste intéressante pour considérer l'hypothèse d'une expression générationnelle inscrite dans le phénomène de la langue arabe. La condensation du projet de définition d'une

"personnalité tunisienne" autour du bilinguisme en fait peut-être une expression encore unique, malgré la multiplication des supports ou formes de la production intellectuelle, avant et après l'indépendance politique de la Tunisie³⁵.

Après les exemples de Tissot, Demeerseman, Thaâlbi, j'ai poursuivi l'approfondissement de la notion de réseau à travers l'étude d'une revue, *al-Majalla al-Zaytûniyya*. Avec celle-ci, il m'a été donné d'observer l'émanation d'un réseau intellectuel (tunisien, maghrébin et arabe) porté par une institution locale. Cet organe d'expression a constitué un foyer qui, à partir de la "Tradition", a su construire des cercles concentriques, un emboîtement efficace de relations intellectuelles productives.

À l'opposé, les réseaux panislamiste et nationaliste d'Abdelaziz Thaâlbi n'ont pas produit d'effet positif : l'envergure transnationale de cet intellectuel est peut-être l'envers ou le tribut de son échec politique interne. Son adhésion active à l'idéologie panislamiste — qu'il a contribué à promouvoir et à diffuser — s'est avéré incompatible avec les impératifs du nationalisme tunisien alors en pleine expansion. D'une certaine façon, c'est comme si réseaux panislamiste et nationaliste se sont trouvés en contradiction et ont rendu inopérateur, inefficace la pensée politique de Thaâlbi.

La convulsion entre universalisme et nationalisme, particulièrement lisible dans la carrière politique de Thaâlbi, représente jusqu'à aujourd'hui un lieu de tension intellectuelle, envahi ou caché par une contradiction souvent mise en avant dans les discours d'intellectuels : tradition/modernité. La prégnance de ce couple reste très grande au point de brouiller encore pour moi la clarification des moments et des types d'intellectuels.

Je suis encore à la recherche d'un schéma qui permette d'identifier les étapes et formes d'accumulation, de reproduction et de création intellectuelles. La périodisation la plus usitée jusque-là divise le long terme en sous-périodes (signes précurseurs : 1840-1880, réformisme politique : 1880-1920, la politisation des élites : 1920-1950) en réalité définies à travers les rapports des intellectuels tunisiens avec le politique. L'ensemble de la production intellectuelle qui se ramifie à travers la vie littéraire et scientifique, la création artistique, le mouvement éditorial reste accessoire dans les études actuelles et fait de l'histoire sociale des intellectuels une entreprise encore floue.

Intellectuels et savoir

Mon intérêt pour les voies et les formes de la connaissance scientifique appliquée à la Tunisie est parti de la littérature administrative qui en rend compte et qui en est aussi imprégnée. Une enquête sur le mouvement d'exploration scientifique de la Tunisie à la fin du XIX^e siècle³⁶, puis un travail sur Robert Montagne, un fonctionnaire français du Maroc, auteur d'une thèse d'anthropologie politique, ont constitué des jalons dans le projet de comprendre les rapports entre savoir et politique. L'article sur Tissot avait circonscrit la genèse de la Tunisie, comme objet de savoir de l'archéologie, au milieu d'autres domaines³⁷.

L'étude des débuts de l'université tunisienne au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale m'a permis de lier l'instauration d'un savoir avec l'évolution de l'idée qu'on se faisait à l'époque de "l'enseignement supérieur"³⁸. On assiste avec cette institution à la mise en place des premières filières d'enseignement supérieur tout en constatant le rapport inégal qui dure, jusqu'à l'indépendance, entre les recrues de nationalités tunisienne et française. Restant dans le domaine de l'enseignement (relativement bien étudié par les historiens dans l'optique de la formation

des élites nationalistes), j'ai essayé d'étudier la question du diplôme comme nouvel ascenseur social et certificat d'accès à des métiers intellectuels en mutation³⁹, dans une période particulièrement agitée : les années 1950.

Mon objectif est de comprendre par quels mécanismes institutionnels se transforme le savoir en Tunisie et clarifier les voies par lesquelles la connaissance intervient dans la transformation de la société tunisienne contemporaine. En privilégiant le rapport que les intellectuels entretiennent avec la connaissance, je cherche une entrée pour lier histoire culturelle et histoire sociale des intellectuels.

Savoir, culture, société en Tunisie : tels pourraient être les mots clés d'un ensemble d'articles qui ont, à leur tour, servi de tremplin à d'autres questionnements, notamment en direction du savoir historique et de sa genèse. Pour saisir les liens par lesquels le savoir sur la Tunisie innerve et nourrit la culture nationale, la vie sociale, la politique à l'époque contemporaine, j'ai choisi de rentrer par le savoir historique. Comme toute culture, la Tunisienne est hantée par un besoin de passé dont l'usage est intéressant à étudier et le cadre national constitue un lieu propice pour saisir des liens éloquentes entre histoire culturelle et histoire des intellectuels en Tunisie.

Pour essayer de voir comment se met en place un "savoir historique tunisien", je me suis mise à la recherche des intellectuels et des ouvrages qui ont joué un rôle significatif dans la construction d'une "chaîne historiographique", processus par lequel la Tunisie s'installe sur la scène historiographique.

Deux ouvrages de référence me semblent inaugurer pour le XX^e siècle tunisien un ensemble de critères qui seront "canonisés" pour la production historique ultérieure : celui de Hasan Husni Abdelwahab, *Khulâsat Târikh Tûnis* [Précis d'histoire de la Tunisie] publié en 1918 et celui de Béchir Sfar, *Miftâh al-Târikh* [La clé de l'histoire] publié en 1927⁴⁰. Ces deux ouvrages, écrits en arabe et publiés pendant la période coloniale sont des condensés de cours de deux intellectuels qui ont enseigné l'histoire au sein de la *Khaldouniyya*. Ils reformulent pour la Tunisie les idéaux et références culturelles qui ont construit en Europe l'idée nationale. En refondant la conception d'une nation tunisienne qui remonte à plusieurs siècles, ils marquent l'entrée de la Tunisie dans "l'ère historiographique" et attestent de l'adoption de l'histoire comme discipline "nationale" avant l'indépendance politique. Celle-ci demeure une borne que les historiens actuels dépassent rarement : l'histoire du temps présent est encore peu fréquentée.

CONCLUSION

Je dirai pour conclure provisoirement que la relation entre l'histoire culturelle et l'histoire des intellectuels en Tunisie aux XIX^e et XX^e siècles me semble moins obscure mais il me reste à aller plus loin, notamment dans le sillon historiographique qui commence à être tracé pour comprendre le processus de construction de la Tunisie comme entité historique et nationale. J'ai conscience également que je dois avancer dans deux directions qu'il m'était difficile de prendre, avant de faire le tour de ces interrogations. Résumées en termes programmatiques, ces pistes de recherche sont l'histoire sociale des intellectuels et la réception des idées, de la production et des schèmes intellectuels en Tunisie pendant ces deux derniers siècles.

Ce socle de travaux rassemblés constitue pour moi, un point de départ plutôt qu'une station d'arrivée vers une histoire culturelle et des intellectuels. Celle-ci prendrait en compte davantage les liens entre l'individuel et le collectif à travers le culturel, le social et l'institutionnel, niveaux d'action et registres d'analyse que nous savons tous indissociablement mêlés. Reste à savoir comment cela se lit dans l'histoire de la Tunisie contemporaine.

1. Notamment un exposé dans le cadre du séminaire *Usages d'archive et questions d'histoire* que j'anime à l'Institut Supérieur d'Histoire du Mouvement National avec Habib Belaïd : "Périodisations dans l'histoire du mouvement national", avril 2000. Texte en cours de publication. La prochaine livraison de *Watha'iq* (n° 26-27) porte sur ce thème.
2. Nathan Wachtel, "L'acculturation", *Faire de l'histoire*, vol. 3, *Nouveaux problèmes*, Paris, Gallimard, 1974, pp. 125-146.
3. Etat de fait qui s'explique aussi par un "retour de balancier" : les historiens tunisiens accordent peu de considération à cette production française et coloniale (en plus du fait qu'il s'agit de revues) "Revue française publiée à Tunis pendant la Deuxième Guerre mondiale : présentation et essai d'interprétation idéologique", *La Tunisie de 1939 à 1945*, Tunis, 1989, pp. 337-356. Version remaniée dans *La revue des revues*, IMEC/MSH, Paris, n° 12-13, mai 1992, pp.63-72.
4. "Ibla, la revue tunisienne des Pères Blancs", *La revue des revues*, IMEC/MSH, Paris, n° 12-13, mai 1992.
5. Je renvoie également à un débat très vif à propos de la littérature tunisienne qui a suivi la parution d'un ouvrage de Jean Fontaine *Histoire de la littérature tunisienne*, Tunis, Cérés Productions, 1999, 3 vol. L'article de Alia Taba'i, "L'Etranger : au centre d'une polémique", (*Ibla*, n° 189, 1^{er} semestre 2002, pp 127-131) rend bien compte des soubassements idéologiques d'un tel débat.
6. Mongi Smida, *Aux origines de la presse en Tunisie*, Tunis, Imprimerie Officielle, 1979 ; Mohamed Dabbab, *La presse arabe de Tunisie de 1860 à la Première Guerre mondiale : le rôle de la presse dans le développement de la conscience nationale*, Tunis, STD, 1990 ; Mohamed Hamdane, *Guide des périodiques parus en Tunisie de 1838 à 1956*, Carthage, Beït al-Hikma, 1990, 2 vol.; Mustapha Hassen, *Communication et société : l'écrit politique en Tunisie. L'exemple de la presse (1881-1956)*, Bordeaux, Thèse d'Etat, 1990.
7. Retour sur la crise d'avril 1922, *Rawafid* n° 3, Tunis, ISHMN, 1998.
8. J'ai établi deux mises au point bibliographiques in "Libraires et imprimeurs à Tunis dans les années 1950", *Processus et enjeux de la décolonisation en Tunisie*, Tunis, ISHMN, 1999, et "Génération d'imprimeurs et figures d'éditeurs à Tunis (1850-1950)", *Les mutations du livre et de l'édition dans le monde du XVIII^e siècle à nos jours*, sous la dir. de Jacques Michon, Jean-Yves Mollier. Paris : Laval : L'Harmattan : Les Presses de l'Université de Laval, 2001.
9. Voir *Watha'iq*, n° 24/25 : "Entre histoire culturelle et histoire politique : La Tunisie des années vingt", Tunis, ISHMN, 1999.
10. "Génération d'imprimeurs et figures d'éditeurs à Tunis (1850-1950)", *op.cit.*
11. "La technique de Gutenberg devait bouleverser [en Europe], sinon les modalités de la lecture, du moins le statut symbolique et la portée sociale de l'écrit à travers l'alphabétisation de masse", Régis Debray, *Manifestes médiologiques*, Paris, Gallimard, 1994, p. 24.
12. La bibliographie des bibliographies établie dans *Watha'iq* n° 14, (Tunis, ISHMN, 1990) reste largement valable. Je l'ai affinée au fur et à mesure de mes travaux sur les revues.
13. Cette belle formule titre l'ouvrage de Abdallah Bounfour, *Le nœud de la langue. Langue, littérature et société au Maghreb*, Aix-en-Provence, Edisud, 1994.
14. *Al Mabaihi, Al Fikr, Al Majalla az-zaytouniyya*, en attendant l'achèvement de projets en cours : *Al 'alam Al adabi, Ath-thourayya*.

ملخص

15. A côté de la *Revue Tunisienne des Sciences Sociales* qui a publié un nombre important d'articles linguistiques, il existe une *Revue de Lexicologie Arabe*. Il faut signaler également l'ampleur d'entreprises comme : *L'Atlas Linguistique de Tunisie* (dirigé par Taïeb Baccouche et Salah Mejri), *Le Dictionnaire Historique de la langue Arabe* (projet de l'Association de Lexicologie arabe), *Le Dictionnaire des notions de civilisation à travers le Journal Officiel* (dont un volume dirigé par Mohamed Rached Hamzaoui a paru en 1999).

16. Le programme a été clos par un séminaire franco-maghrébin *Usages et métissages linguistiques au Maghreb en juin 2001*. Actes sous presse aux Éditions Maisonneuve et Larose.

17. Cf. l'enquête sur les revues françaises pendant Deuxième Guerre mondiale, *op.cit.*

18. Nom de scène formé d'un prénom arabe (Kaddour) et de l'anagramme de Martin. Edmond Martin s'est rendu célèbre à Tunis par ses sketches en sabir. Voir "Kaddour Ben Nitram et sabirs, les traces d'une culture plurielle" in *Culture et résistances au Maghreb*, Noureddine Sraïeb (dir.), CNRS/IREMAM, 1992 et *L'Humour en Orient*, in *REMMM*, n° 77-78, 1995/3-4.

19. Dans l'arabe dialectal tunisien, on trouve encore les traces de l'italien, du turc, du maltais... Le judéo-arabe a vécu jusque vers l'entre-deux-guerres comme langue écrite.

20. "Tunisie : Les intellectuels avant la décolonisation". Notice pour le *Dictionnaire des intellectuels français*. Sous la direction de J. Julliard et M. Winock, Éditions du Seuil, 1996.

21. "Être archéologue à Tunis dans la deuxième moitié du XIX^e siècle : l'exemple de Tissot", *La Tunisie mosaïque*, Toulouse, Presses Universitaires de Mirail, 1999.

22. "Interprètes et traducteurs...", texte à paraître.

23. Il serait bon, entre autres de retrouver à partir de cette revue les propositions avancées par les Zaytouniens dans les années 1950 et reprises dans le projet de réforme de l'Éducation nationale de 1958.

24. "Demeersman, prêtre, savant et intellectuel", *Ibla*, n° 176, tome 58, 1995/2.

25. "Les écrits de Thaâlbi, entre évidences et mystères de sa biographie", *Rawafid*, n° 5, Tunis, ISHMN, 2001.

26. Communication au colloque de l'ISHMN, *La Zaytouna : religion, société et mouvements nationaux au Maghreb*, Tunis, 3-4 mai 2002. Actes à paraître.

27. Revue d'*al-Azhar*, fondée en 1929.

28. Constantine, 1929-1934.

29. Revue-phare du réformisme musulman, animée par le syrien Rashid Ridha, a paru de 1898 à 1935.

30. Remise à jour en novembre 2001 de la notice pour l'édition de poche du *Dictionnaire des intellectuels français*.

31. Jean-François Sirinelli, *Génération intellectuelle : khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Fayard, 1988.

32. Selon les termes de Karl Mannheim, inventeur de cette "notion". Son ouvrage paru en 1928, traduit en anglais en 1956, a paru en français sous le titre : *Le problème des générations*, Paris, Nathan, 1990.

33. 1938 ; 1944-1947.

34. 1955-1989.

35. "A propos de deux revues tunisiennes : *Al-Mabâhith et Al-Fikr*", in *A la recherche des générations intellectuelles au Maghreb*, Programme de l'Institut Maghreb-Europe (IME), table ronde de Tunis, 18-19 février 2000.

36. "Les missions scientifiques en Tunisie", *Les Cahiers de Tunisie* n° 157-158, 3/4e trim. 1991.

37. "Connaître la Tunisie au XIX^e siècle", texte inédit.

38. "L'Institut des Hautes Études de Tunis : 1945-1950", in *La Tunisie de l'après-guerre (1945-1950)*, Tunis, ISHMN, 1991. Repris dans "Aux origines de l'Université tunisienne : l'Institut des Hautes Études de Tunis", in *Revue d'Histoire Maghrébine*, n° 89-90, mai 1998.

39. "Diplôme et université dans les années cinquante", *Diplômés d'ici et d'ailleurs*, Vincent Geisser (dir.), Paris : CNRS, 2000.

40. Communications prononcées dans le cadre des réunions de l'Unité

هذا المصنف هو العرض الذي يقدم به قسم بنداثة
لمناقشة التأهيل الجامعي يوم 10 جوان 2002 بكلية
العلوم الإنسانية والاجتماعية بتونس تحت عنوان: "
التاريخ الثقافي والتاريخ اللغويين بالبلاد التونسية خلال
القرنين التاسع عشر والعشرين".¹

وقد استعرضت فيه البانحة مجمل أعمالها على مستوى
فروضات البحث الحديثة البارزة إلى حد الآن.
فتمكنت من إفراد فصل لطفاة التوحلية التونسية وذلك،
في نطاق حقلين لم يسودها اهتمام المؤرخين التونسيين
إلا نادرا وهم: النضاعة والنشر ثم القصة اللغوية.
هكذا تمكنت من مناقشة تعين على فهم أحسن لتطور
النضاعة وبكونتها ومفارقة لها خاصة عبر الحالات العديدة.
واعتبار: تصورات تعريف المثقفين، أبرزت قسم بنداثة
تنوع الشخصيات النموذجية المكونة لهذا الصنف
خاصة أنه لم يقع تميزه جيدا عن صنف النضاعة وأنه
موسوم بمصطلح "الإلتزام الاستعماري". فتمتاهم
المشكلات والتجيبان (الطبقات) وعلاقات المثقفين
بالمعرفة كلها «هاريات من شأنها أن تفتح آفاقا جديدة
لدراسة التاريخ الاجتماعي للمثقفين وإعادة النظر في
الفترات الزمنية التي تكمنه.

de Recherche *Diraset Etudes Maghrébines* en juillet 2001 et mars 2002. Textes en cours pour une publication collective *Savoirs historiques au Maghreb : Construction et usages*.